

Marie-Noëlle Battistel

Députée de la 4^{ème} circonscription de l'Isère

La lettre d'info

Printemps 2026

ÉLECTIONS MUNICIPALES Un moment électoral au coeur de nos communes

Le mois de mars a été marqué par la campagne des élections municipales. Partout sur nos territoires, dans nos villes comme nos villages, des équipes se sont constituées et des candidats ont présenté leurs projets aux habitants.

Alors que s'est achevé le précédent mandat, de nombreux maires et élus municipaux ont fait le choix de ne pas se représenter. Je tiens à leur rendre hommage et les remercier pour leur engagement tout au long de ces années.

Beaucoup d'entre eux auront servi pendant plusieurs mandats. **Leur travail et leur disponibilité au quotidien méritent d'être reconnus.**

Alors que la politique nationale renvoie parfois une triste image, l'engagement de nos élus locaux vient redonner tout son sens et toute sa dignité à l'action publique.

Le mandat de maire est d'une grande exigence mais aussi d'une grande richesse. Je sais l'engagement et les sacrifices que cela représente et le poids de ce travail pour l'intérêt général dans nos vies privées. Je sais l'enthousiasme et l'usure, la force du travail collectif et la responsabilité individuelle.

Dans notre département de l'Isère, la Préfecture a enregistré 780 candidatures pour 512 communes. Toutefois, au sein de notre circonscription, 68 communes n'ont vu qu'une seule liste se présenter, et une commune, Lavalens, n'a vu aucun candidat se déclarer.

Ces situations témoignent d'une réalité : l'engagement citoyen local devient plus difficile, en particulier dans les communes rurales où les responsabilités sont nombreuses et les moyens limités.

Pourtant, ce sont bien les conseils municipaux qui représentent le premier échelon de notre

démocratie. C'est à ce niveau que se prennent des décisions concrètes qui touchent directement la vie quotidienne des habitants : l'école, l'eau, l'urbanisme, la vie associative ou encore les projets de développement local.

Je souhaite donc saluer **toutes celles et ceux qui ont fait le choix de s'engager** et de proposer un projet pour leur commune.

Je tiens également à adresser **mes plus sincères félicitations** aux nouvelles et nouveaux maires et élus municipaux ainsi qu'à toutes celles et ceux qui se sont vu reconduits dans leurs fonctions.

Pour ma part, cette élection a une importance particulière puisque je quitte cette année le conseil municipal de La Salle en Beaumont dans lequel je siège depuis 1995.

Sollicitée pour intégrer le nouveau conseil municipal de La Morte dans une démarche de rassemblement afin de construire le destin de ce village station et consolider son modèle économique, j'ai été élue ce dimanche 15 mars au sein de la liste de l'Alliance Mortillone. **Je partagerai donc désormais ma vie et mon activité entre mes deux communes de cœur.**



Élections à la Métropole de Grenoble

Je tiens à féliciter mon suppléant, Guillaume Lissy, pour sa récente élection à la tête de la Métropole de Grenoble.

Je connais la sincérité de son engagement pour nos territoires et ses habitants. Je ne doute pas qu'il saura rassembler et faire travailler tout le monde, au delà des étiquettes politiques, au service d'un projet de territoire ambitieux.

DROIT DES FEMMES

Pour la réforme des politiques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, j'ai cosigné, aux côtés de plus de 80 collègues parlementaires, une tribune à l'initiative de Céline Thiébault-Martinez où nous appelons à **examiner rapidement la proposition de loi « intégrale » visant à lutter contre les violences sexistes et sexuelles.**

Chaque année, des milliers de femmes et d'enfants sont victimes de violences. Si des progrès ont été faits depuis #MeToo, ils restent fragmentés, incomplets et trop peu appliqués laissant encore de nombreuses victimes sans accompagnement.

Face à ce phénomène massif et systémique, la réponse de l'Etat reste trop fragile et les moyens manquent cruellement.

Nous appelons à mettre en place une véritable stratégie globale, à travers 140 mesures élaborées avec plus de 150 associations et

syndicats afin de lever des moyens pour la **formation**, pour la **prévention** des violences, la **protection et l'accompagnement** des victimes, mais aussi pour permettre à la justice de faire correctement son travail.

Retrouvez la tribune publiée sur Le Monde le 6 mars 2026 en suivant [ce lien](#).

247.000 personnes ont subi des violences sexuelles physiques en France en 2021.

160.000 mineurs sont victimes chaque année de violences sexuelles.

282% de hausse des faits enregistrés de violences sexuelles entre 2017 et 2023.

Pourtant les condamnations pour viol n'ont progressé que de 30 % sur la même période.

AGRICULTURE

Accord UE-Mercosur : Passage en force de la commission européenne

La Commission européenne a annoncé la mise en application partielle dès le 1er mai de l'accord de libre échange EU-Mercosur malgré la saisine par le parlement européen de la Cour de Justice de l'UE, contournant le contrôle démocratique du parlement.

Alors que nous appelions collectivement à gauche la Commission au respect du vote du parlement, cette décision est un passage en force et un très mauvais signal pour la démocratie européenne

qui donne trop souvent l'image d'une politique européenne décidée loin des citoyens et des parlements.

Nous ne pouvons pas organiser une concurrence avec des modèles agricoles qui ne respectent pas nos normes, fragilisent nos producteurs et alimentent un sentiment d'injustice profondément légitime dans le monde agricole.

Ma présence au Salon International de l'Agriculture



ÉNERGIE

Présentation de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) pour 2026

Le Gouvernement a présenté jeudi 12 février, après de nombreux mois d'attente, la PPE 3 sur le barrage de Vouglans dans le Jura. Un beau symbole pour notre filière hydroélectrique alors que ma proposition de loi sur le sujet était bientôt étudiée au Sénat.

La programmation annoncée nous permet de conserver nos orientations principales quant à la décarbonation de notre production d'énergie, à l'électrification de notre économie, et face aux enjeux de dépendance aux énergies fossiles.



Je regrette toutefois le manque d'ambition des objectifs fixés par le gouvernement et surtout, les longs mois d'attente qui ont fragilisé nos filières des ENR laissées trop longtemps sans vision sur l'avenir.

Face à l'urgence climatique et aux transformations profondes de nos modèles économiques, nous devons changer d'échelle et appeler à un grand plan d'investissement en faveur des ENR et de l'accélération de l'électrification de nos usages.

Table ronde des Rencontres de l'Énergie

Je participais aux 26ème Rencontres de l'énergie le mardi 31 mars où j'ai eu l'occasion d'évoquer les enjeux de transition, de sobriété et de décarbonation au niveau local au sein de nos collectivités territoriales. Les élus et acteurs locaux ne nous ont pas attendu pour s'en emparer, à nous de les accompagner.

80 ans d'EDF et de la nationalisation des industries électriques et gazières

Il y a 80 ans, en 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de reconstruction économique, le Conseil National de la Résistance a fait le choix de nationaliser l'électricité et le gaz de France, permettant la création d'un monopole public couvrant production, transport et distribution pour garantir un accès équitable à l'énergie pour l'ensemble des citoyens.

Visite de l'entreprise « Renaissance Fusion » à Fontaine

Je tiens à remercier les équipes de Renaissance Fusion, entreprise de recherche et développement en matière de fusion nucléaire, pour leur accueil lors de ma visite de leurs locaux lundi 16 mars à Fontaine.

À l'heure où la transition, la décarbonation et les enjeux de souveraineté énergétique sont plus que jamais d'actualité, ces travaux de recherche sont essentiels pour préparer l'énergie de demain.



J'ai eu le plaisir de participer à une table ronde organisée au Siège de la CGT-Montreuil aux côtés de François Ruffin, Clémentine Autain, Fabien Gay, Maxime Laisney et Fabrice Coudour autour de l'avenir du service public de l'énergie.

L'occasion d'évoquer nos points d'accord et de difficultés dans un esprit constructif pour faire émerger des volontés communes et nourrir le débat public comme parlementaire.



HYDROÉLECTRICITÉ

Suite du parcours de ma proposition de loi visant à relancer les investissements dans nos centrales hydroélectriques

Aboutissement de plus de treize ans de combat à l'Assemblée nationale, je suis heureuse d'annoncer que ma proposition de loi visant à relancer les investissements français dans l'hydroélectricité devra être étudiée **mardi 2 juin 2026 en Commission Mixte Paritaire**.

L'objectif étant de résoudre les deux pré-contentieux de la France avec la Commission européenne sur la mise en concurrence et la position dominante d'EDF afin de pouvoir donner aux professionnels la visibilité qu'ils réclament depuis des années maintenant.

Le texte acte le passage du régime concessif des barrages à un régime d'autorisation hybride où l'État conservera la propriété des ouvrages. Les opérateurs historiques conserveront l'exploitation de leurs ouvrages via un droit réel *ad hoc* et un droit d'occupation domaniale pendant 70 ans.

Cette solution **permettra à la France de conserver sa souveraineté sur le bâti** et de permettre la bonne continuité de l'exploitation des ouvrages.

Comme il avait été conclu avec la Commission européenne au sein de l'accord de principe trouvé en octobre dernier, il est prévu **la mise à disposition par EDF de capacités hydroélectriques virtuelles** au bénéfice des consommateurs, mises aux enchères sous le contrôle de la Commission de régulation de l'énergie en tenant compte des coûts de production.

L'hydroélectricité revêt une importance capitale pour **notre souveraineté énergétique et notre capacité à assurer notre transition écologique**.

Structures indispensables dans la gestion de la ressource en eau, et ouvrages sensibles en matière de sécurité, il était indispensable pour moi de conserver la propriété de l'État sur ces ouvrages.

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements à tous les élus, syndicats et professionnels engagés sans relâche à mes côtés depuis plus d'une décennie **pour la sauvegarde d'une l'hydroélectricité française et souveraine**.

MON ACTION DEPUIS 2013

Octobre 2013 - Mon premier rapport parlementaire pour proposer des alternatives à la mise en concurrence des barrages acté par le Ministre Borloo.

2015 - La Commission européenne met la France en demeure et lui demande d'ouvrir les concessions à la concurrence.

2018 - Remise d'un nouveau rapport à la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

2019 - L'État élabore le projet Hercule visant à réorganiser EDF en plusieurs entités, séparant l'hydroélectricité française du reste de la production du groupe.

Mars 2019 - Nouvelle mise en demeure de la France sur l'attribution de concessions échues à leur exploitants historiques.

Décembre 2021 - Abandon du Projet Hercule suite à la mobilisation des élus et syndicats.

Avril 2024 - Création d'un groupe de travail parlementaire transpartisan sur l'hydroélectricité à l'Assemblée nationale

Septembre 2024 - Relance de la mission suite à la dissolution de l'Assemblée nationale. Début de 6 mois de discussion avec les acteurs du secteur et la Commission Européenne.

Mai 2025 - Dépôt du rapport d'information sur les modes de gestion et d'exploitation des installations hydroélectriques réalisé avec mon collègue Philippe Bolo.

16 juin 2025 - Adoption de notre résolution européenne visant à exclure les concessions hydroélectriques de la directive concession 2014.

Septembre 2025 - Accord de principe entre le Gouvernement et la Commission européenne pour sortir des contentieux.

Janvier 2026 - Dépôt de notre proposition de loi visant à relancer les investissements dans le secteur de l'hydroélectricité.

5 Février 2026 - Adoption du texte à l'Assemblée nationale en première lecture.

13 Avril 2026 - Adoption du texte en première lecture par le Sénat.

2 Juin 2026 - Étude du texte en Commission Mixte Paritaire (CMP).

MONTAGNE

Débat et vote de l'Acte III de la Loi Montagne

Dans nos massifs, les défis se sont accélérés. La montagne est première de cordée dans la lutte contre le dérèglement climatique avec des conséquences bien concrètes sur les activités touristiques, l'agriculture, l'habitat, les risques naturels et la vie quotidienne des habitants.

Depuis la loi du 9 janvier 1985, dite Loi Montagne, un principe clair a été posé : **les territoires de montagne ne peuvent pas être appréhendés comme des territoires ordinaires**. Relief, climat, accessibilité, saisonnalité, contraintes d'aménagement, ces réalités imposent des politiques publiques adaptées. Plus de trente ans plus tard, **l'Acte II, adopté en décembre 2016, est venu compléter et moderniser ce cadre**. J'y ai participé en tant que secrétaire générale de l'ANEM, aux côtés des élus de montagne et des parlementaires.

Dans un département comme l'Isère, où la montagne structure profondément l'identité, l'économie et les paysages, l'Acte III devra

permettre de préserver ce qui fait la force de nos massifs. Il s'agit de garantir que **la montagne reste un territoire à vivre**, attractif et durable, capable de conjuguer activité économique, qualité de vie et préservation de son environnement unique.

C'est ce combat que j'ai porté lors des discussions sur la proposition de loi transpartisane pour une montagne vivante et souveraine déposée le 27 mars 2026 à l'initiative de l'ANEM.

Issue d'un **travail collectif lancé en 2025 par l'ANEM**, avec cinq commissions thématiques et de nombreuses auditions, cette proposition de loi a été adoptée le 13 mai par l'Assemblée nationale. Vous pouvez retrouver le texte dans son intégralité en suivant [ce lien](#).



En ma qualité de présidente de la commission permanente du Conseil National de la Montagne (CNM), j'ai été auditionnée le 17 février dernier par le Sénat dans le cadre de la mission d'information "Loi Littoral / Loi Montagne". Retrouvez l'audition complète [en suivant ce lien](#).

Ma participation à la conférence étudiante « JOP 2030 : Un nouvel héritage »

À l'invitation des étudiants de troisième année de STAPS de l'Université Grenoble Alpes, j'ai participé à la conférence « JOP 2030: un nouvel héritage » aux côtés de Maurice Manificat, Antoine Pin et Romain Riboud.

L'occasion de répondre aux interrogations des étudiants sur **les enjeux économiques, environnementaux et politiques de ces jeux**. Au centre des débats : la façon dont il faudra **construire un héritage bénéfique aux populations locales, touristiques et saisonnières** en valorisant les équipements existants afin de proposer des jeux sobres.



Visite des équipes du PGHM à l'Alpe d'Huez



Retour des athlètes des Jeux paralympiques de Milan

Ma présence au Salon Mountain Planet

J'ai participé comme à mon habitude au salon Mountain Planet 2026, rendez-vous incontournable des acteurs de la montagne, de l'aménagement et des mobilités en territoire alpins.

L'inauguration du salon s'est déroulée en présence de Marina Ferrari, de Nathalie Béranger et de Laurence Ruffin. L'occasion de participer à plusieurs réunions et tables rondes consacrées à **l'avenir des territoires de montagne et aux solutions à construire collectivement pour renforcer leur attractivité et leur résilience.**

Cette édition a aussi été marquée par les 90 ans de l'entreprise iséroise POMA, fleuron industriel dans le domaine du transport par câble.



INTERNATIONAL

Mon Déplacement à Istanbul à l'occasion de la 152ème Session de l'Union Interparlementaire

Alors que l'actualité internationale laisse trop souvent la place aux logiques de confrontation plutôt qu'au dialogue diplomatique, je me suis rendue à Istanbul, en Turquie, aux côtés de la délégation française de l'UIP à l'occasion de **la 152ème édition autour de la diplomatie parlementaire mondiale.**

Face à un contexte international marqué par la persistance des conflits en Ukraine, en Palestine, au Liban, en Iran, cette rencontre a réuni des parlementaires venus de nombreux pays afin de **maintenir le dialogue entre les nations** et faire vivre la diplomatie parlementaire. L'occasion d'une semaine d'échanges bilatéraux avec nos homologues parlementaires autour des grands

enjeux du monde et notamment de nombreux débats autour de la recherche de résolutions communes.

Reconstruction post-conflit, droits des femmes dans les processus de paix, rôle de la diplomatie parlementaire, accueil des réfugiés, paix et sécurité internationale... Autant de sujets sur lesquels partager nos visions et **construire des lignes communes** dans nos parlements respectifs



Accueil de la délégation Taïwanaise à l'Assemblée nationale

En tant que Présidente du Groupe d'Amitié France Taiwan, j'ai accueilli le président du Yuan législatif taïwanais, accompagné d'une importante délégation réunissant l'ensemble des partis politiques de leur parlement.

Dans un contexte de fortes tensions internationales, **Taïwan demeure un îlot de stabilité démocratique qu'il est essentiel de préserver.**

Dans quelques jours, **je conduirai une délégation française à Taipei** avec Christine Pires Beaune, Première Questeuse de l'Assemblée nationale, Olivier

Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste, ainsi que plusieurs députés de différents groupes politiques, afin de consolider nos échanges économiques et culturelles et de réaffirmer le soutien de la diplomatie parlementaire française au peuple taïwanais.



INDUSTRIE

Vencorex : Soutien au projet Exalia

Le mercredi 25 mars 2026, le Tribunal des activités économique de Lyon a rejeté l'offre de reprise et de réindustrialisation de la Plateforme chimique de Pont-de-Claix portée par le projet Exalia. **Cette décision est une énième déception**, d'autant plus que le projet, en construction depuis l'été dernier, reposait sur des bases solides, disposait de financements, et du soutien de nombreux partenaires.

En l'absence de solution, c'est l'avenir industriel du bassin grenoblois qui pourrait être fragilisé et **avec lui les nombreux services et commerces dépendant directement de l'activité économique de nos plateformes.**

J'étais jeudi 26 mars 2026 aux assises du Made in France de la CGT à Pont-de-Claix aux côtés des porteurs du projet, de la secrétaire nationale de la CGT Sophie Binet, du Ministre de l'Industrie Sébastien Martin et du maire de Pont-de-Claix, Christophe Ferrari, fortement engagé pour soutenir l'avenir de la plateforme et de ses salariés.

Les porteurs du projet ont été reçus vendredi 3 avril 2026 au Ministère de l'Économie à Paris pour discuter de solutions concrètes afin d'assurer la viabilité d'Exalia. **Ce projet est majeur pour le territoire** et je reste, aujourd'hui comme demain, mobilisée en faveur d'une issue positive.



L'Europe doit apporter des garanties de sécurité à la filière du silicium-métal

Depuis septembre 2025, la filière européenne du silicium-métal est à l'arrêt sur la majorité de ses sites. **Sur notre territoire, l'usine des Clavaux à Livet et Gavet est particulièrement touchée.**

Ferroglobe, leader européen de la production de silicium, est en grande difficulté avec **plus de cinq cents salariés qui se retrouvent au chômage partiel** sans aucune perspective de reprise d'activité.

En cause, les arrivées massives de silicium chinois et angolais à bas coût qui ne trouvent plus de débouché sur le marché américain en raison de la politique commerciale de l'administration Trump.

Le silicium-métal est un métal stratégique, tant pour le plan civil que militaire. Perdre cette production reviendrait à sacrifier un savoir-faire industriel et augmenterait notre dépendance aux importations, alors que l'Europe cherche à renforcer son autonomie.

En septembre 2025, j'avais alerté la Commission européenne pour que le silicium-métal soit inclus dans les mesures de sauvegarde votées en novembre. **Celles-ci avaient finalement exclu la filière.**

Avec l'Industrial Accelerator Act récemment lancé par la Commission pour renforcer la souveraineté industrielle européenne, il est urgent de **mettre en place des mesures anti-dumping ciblées sur le silicium-métal**, notamment vis-à-vis de la Chine et de l'Angola.

Dans cet esprit, j'ai cosigné, avec ma collègue Emilie Bonnard, Députée de Savoie, et de nombreux parlementaires une interpellation transpartisane **demandant une audience avec Monsieur Maros Sefcovic, commissaire européen au commerce et à la sécurité industrielle**, afin de défendre l'avenir de la filière européenne du silicium-métal et le maintien de ses emplois sur notre territoire.

SANTÉ

Soutien à l'officine de Pharmacie de La Motte-d'Aveillans

La pharmacie de la Pierre Percée, placée en redressement judiciaire, fait face à une audience décisive devant le Tribunal de commerce le 1er avril, avec **un risque de liquidation qui entraînerait sa fermeture immédiate**.

Je me suis rendue sur place lors d'une conférence de presse organisée avec les élus et les acteurs locaux **afin d'alerter sur les conséquences d'une telle décision pour notre territoire** et soutenir les élus municipaux fortement engagés pour le maintien de ce service. Cette officine joue un rôle essentiel dans l'accès aux soins de proximité pour un bassin de vie d'environ 5 000 habitants. Sa disparition créerait **une rupture majeure dans l'offre de santé locale**, dans un secteur rural déjà fragilisé par les difficultés de mobilité et le manque de professionnels de santé.

La pharmacie travaille en lien étroit avec un centre de santé et un établissement accueillant

des personnes âgées, participant directement à la continuité des traitements et au suivi des patients les plus vulnérables.

Face à cette situation, nous avons interpellé la Préfecture, l'ARS, le Tribunal de commerce et les Ministères concernés **afin que toutes les solutions puissent être étudiées pour éviter une décision irréversible** pour l'offre de soin de notre territoire.



Situation des infirmières du dispositif ASALÉE

Depuis ce début d'année la situation de l'association Action de Santé Libérale en Équipe (ASALÉE) suscite une vive inquiétude chez les professionnels de santé et les patients atteints de maladies chroniques.

Créée en 2004, l'association ASALÉE repose sur un modèle de travail coordonné entre professionnels de santé libéraux où les infirmier.es du réseau interviennent aux côtés des médecins généralistes afin d'accompagner les patients dans le suivi de pathologies chroniques, jouant **un rôle de prévention, de proximité et d'éducation thérapeutique**.

Au fil des années, ce dispositif s'est imposé comme un soutien précieux pour les médecins généralistes, tout en contribuant à améliorer le suivi des patients et à prévenir des complications nécessitant des hospitalisations ou des soins plus lourds.

En Isère, 108 professionnels sont engagés dans ce dispositif et notamment au sein de territoires ruraux et montagnards confrontés à d'importantes difficultés d'accès aux soins.

Depuis plusieurs mois, l'association traverse une crise majeure liée à ses relations avec la CNAM, qui a suspendu ses financements, **privant 2000 infirmières ASALÉE de leur salaire**. Le 27 mars 2026, le tribunal des affaires économiques de Paris a placé l'association en redressement judiciaire, permettant le versement des salaires à la fin du mois d'avril, après trois mois sans paiements.

Avec mes collègues parlementaires isérois, nous avons interpellé le Gouvernement et Madame Stéphanie Rist, Ministre de la Santé afin **d'appeler à une solution durable permettant d'assurer la continuité des soins, la stabilité professionnelle des infirmières et l'avenir du dispositif ASALÉE**.

COMMÉMORATIONS

Journée nationale du souvenir et de recueillement en mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc

J'étais présente ce jeudi 19 mars 2026 au mémorial départemental de Montferrat puis à Pont-de-Claix à l'occasion de la journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.



Partout en France, les anciens combattants, élus, citoyens étaient rassemblés devant les monuments aux morts pour se souvenir, commémorer,

transmettre et rappeler que la paix est précieuse mais aussi fragile. Nous devons la préserver par tous les moyens.



HOMMAGE

Hommage à l'Adjudant-Chef Arnaud Frion

Je tiens à rendre hommage à l'adjudant-chef Arnaud Frion, engagé dans la lutte contre le terrorisme et tué lors d'une attaque en Irak. Je m'associe à la douleur de sa famille et de ses camarades d'armes du 7e Bataillon de Chasseurs Alpains.

Hommage à Lionel Jospin

Lionel Jospin nous a quitté le dimanche 22 mars 2026. Ancien Premier Ministre, Ministre de l'Éducation nationale et membre du Conseil Constitutionnel, il a marqué la longue histoire de la gauche française.

Sous son autorité, la France a durablement transformé son modèle social avec notamment la mise en place des 35 heures et du PACS.

Au-delà des réformes, Lionel Jospin a incarné une certaine idée de l'engagement politique en agissant avec rigueur, probité et sens de l'intérêt général et, toujours, en tant que militant socialiste.

Il manquera à la politique à laquelle il a donné toute sa vie. Il nous revient de poursuivre avec fidélité son héritage qui doit nous inspirer dans nos pratiques politiques. **Très sincères condoléances à sa famille, ses proches et ses amis.**



Hommage à Louis Besson

J'ai appris début avril avec beaucoup d'émotion et de tristesse le décès de Louis Besson. Ancien ministre et figure emblématique de la Savoie, à l'initiative de la première Loi Montagne de 1985. Premier président de l'ANEM, il a su rassembler au delà des clivages politiques et porter une voix unique et forte au sommet de l'État : Celle de la montagne. **J'adresse mes plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.**

MA PRÉSENCE EN CIRCONSCRIPTION



20 ans du marché de Pierre-Chatel
Pierre-Chatel, 1er mars 2026



Assemblée locale du CE de Bourg-d'Oisans
Allemond, 19 mars 2026



Portes Ouvertes du Lycée de la Matheysine
La Mure, 14 mars 2026



Clôture de formation à l'AFRAT
Fontaine, 3 avril 2026



Challenge Georges Maugiron
Susville, 28 mars 2026



Ciné-Débat de l'association Le Choix
Seyssinet-Pariset, 3 mars 2026



Départ du Général Massip
Grenoble, 3 mars 2026



17ème Fête de la Coquille Saint-Jacques
Villard-de-Lans, 28 mars 2026



12ème édition de La Ferme est à l'Oriel
Vарces, 28 mars 2026



Assemblée générale de la Fédération des Alpes de l'Isère
Villard-de-Lans, 3 avril 2026



60ème édition du salon de la société des artistes peintres et sculpteurs de Vif
Vif, 11 avril 2026



12ème salon du Vin et de la Gastronomie
Susville, 11 avril 2026



Skyrace des Matheysins
Saint-Honoré, 3 mai 2026



Foire de Mens
Mens, 1er mai 2026



Prise de Commandement du Général Samuel JOGUET
Grenoble, 7 mai 2026



Foire du 8 mai de Saint-Martin-de-la-Cluze
Saint-Martin-de-la-Cluze, 8 mai 2026

JEUNESSE

Ouvrir les portes de l'Assemblée nationale aux jeunes de la circonscription

J'intervenais le 27 février devant une cinquantaine d'élèves de terminale, option Droit et Grands Enjeux du Monde, du Lycée Aristide Berges à Seyssinet-Pariset.

L'occasion de leur présenter de manière concrète le travail de parlementaire, à Paris comme en circonscription, d'évoquer avec eux les différentes étapes de la fabrication de la loi et de répondre à leur nombreuses questions.

J'accueille également régulièrement des classes d'école primaire, des collégiens, lycéens et étudiants de ma circonscription au Palais Bourbon afin de faire découvrir les coulisses de l'Assemblée nationale.

Ces derniers mois, j'ai eu le plaisir de faire découvrir notre institution aux classes de lycéens de Fontaine, de Seyssinet-Pariset et des élèves de CM2 de Miribel-Lanchâtre.

